
COPENHAGUE – Session de travail des dirigeants régionaux et d’ALAC - 3e partie

Samedi 11 mars 2017 – 13 h 45 à 15 h CET

ICANN58 | Copenhague, Danemark

ANDREI KOLESNIKOV : ... Ce n’est pas au sujet des gTLDs, mais des ccTLD qui sont écrits dans les scripts d’origine. Donc, afin d’avancer lorsqu’il y a confusion, quand le premier panel trouve d’éventuelles confusions, on a un panel secondaire, un deuxième panel, un deuxième panel qui va travailler avec les personnes ayant déposé des dossiers de demande de noms de domaine. Ça aussi, ça a été analysé par SSAC.

MAUREEN HILYARD : Pour faire court, si vous voulez, la fin de l’histoire, c’est que la ccNSO est prête à avoir ces deux panels mais il y a différentes conditions qui s’appliqueraient, et en cas de confusion, ce n’est pas accepté. Ça paraît simple, mais SSAC a dit que toute confusion était absolument inacceptable et le dossier doit être refusé s’il y a quelque confusion que ce soit.

LEON SANCHEZ : Merci. Sébastien, Tijani.

Remarque : Le présent document est le résultat de la transcription d'un fichier audio à un fichier de texte. Dans son ensemble, la transcription est fidèle au fichier audio. Toutefois, dans certains cas il est possible qu'elle soit incomplète ou qu'il y ait des inexactitudes dues à la qualité du fichier audio, parfois inaudible ; il faut noter également que des corrections grammaticales y ont été incorporées pour améliorer la qualité du texte ainsi que pour faciliter sa compréhension. Cette transcription doit être considérée comme un supplément du fichier mais pas comme registre faisant autorité.

TIJANJI BEN JEMAA : Merci beaucoup, Leon. Je me souviens que lorsqu’on avait parlé des similarités dans les chaînes pour les gTLDs, il y avait deux panels au travail en effet, deux groupes, et pour votre information, un panel a dit que cette chaîne prêtait à confusion en raison de similarités et l’autre avait dit que non, c’était clair, qu’il n’y avait pas de confusion.

Donc on a demandé à au moins un des panels d’inclure des membres de la communauté et l’ICANN a refusé d’en inclure. Je crois que si on continue à procéder de la même manière, on a besoin de gens de la communauté qui parlent la langue en question. Ce n’est pas comme les gTLDs où on parle de caractères appartenant à l’alphabet latin basé sur les langues romanes, là on parle de langues différentes avec un alphabet très différent. On a besoin de personnes qui parlent ces langues au sein des panels.

SÉBASTIEN BACHOLLET : Merci. C’est un vieux débat et un problème complexe, et je ne crois pas que mélanger les ccTLDs et les gTLDs nous aidera à bien comprendre la situation, à comprendre pourquoi.

Andrei, qui vient de parler, et Tijani, ont fait des comparaisons et je suis tout à fait d’accord, tout à fait conscient de cela, mais je

crois qu’il est très important de rester au niveau des ccTLDs et des IDN principalement.

Pourquoi est-ce difficile ? Parce que cela n’a pas seulement trait à des noms, mais cela a trait à des politiques. Lorsque le nom EU en caractères cyrilliques est refusé, là ça devient un problème politique – EU pour Union Européenne – et là ça devient un problème politique entre l’Union Européenne et l’ICANN. C’est une des raisons pour lesquelles c’est si sensible. Il y a eu également des problèmes en Bulgarie.

Donc la ccNSO a essayé de ne pas tomber dans le piège et d’avoir un deuxième panel, un deuxième groupe d’experts travaillant à cela.

Mais on ne peut pas seulement prendre en compte les questions politiques, il y a les problèmes de sécurité qui se posent également et doivent être pris en compte pour les utilisateurs finaux. Comment s’assurer que les utilisateurs finaux ne connaissent aucun problème ? Il faut qu’ils sachent de quel TLD on parle.

D’un côté, on peut dire que dans le monde des gTLDs, on a déjà fait ce travail, on a déjà des gTLDs, des extensions très similaires et les exemples que je peux citer, qu’Andrei vous a donnés, sont une réalité. Avec le pluriel “cars” et “car”, ce n’est pas un problème pour les Anglophones, mais si je dis la même chose en

français où on ne prononce pas, comme vous le savez, le « s », la consonne, donc « car » au pluriel ou au singulier sont prononcés de la même façon, ce qui pose des problèmes et prètent à beaucoup de confusion. Ça dépend donc de chaque langue, il y a les questions des caractères ASCII qui se posent également.

La ccNSO et la GNSO se renvoient un petit peu la balle, mais c’est un sujet difficile et je crois qu’on devrait avoir notre propre position, on n’a pas à être d’accord avec la ccNSO ou d’autres groupes. On doit vraiment avoir voix au chapitre. Merci. Merci d’en parler aujourd’hui, Andrei.

LEON SANCHEZ :

Merci. Nos invités sont arrivés donc je vais vous demander, Andrei, d’être très bref pour qu’on puisse passer très rapidement à l’équipe de Sally.

ANDREI KOLESNIKOV :

On pourrait vraiment creuser sur ce point, mais je ne pense pas que cela en vaille la peine. Je ne crois pas qu’il faille aller demander au SSAC de porter ces responsabilités, leurs responsabilités étant la sécurité et la stabilité de l’Internet, pas la confusion sur différents noms de domaines ou extensions. Ce sera sans fin, sinon.

Donc, pour faire court, je pense que nous devrions soutenir la proposition de la ccNSO qui prend en considération la recommandation SSAC – c’est ce que nous demandions. Et voilà, on ferme ce chapitre et on passe à autre chose.

LEON SANCHEZ : Merci beaucoup, Andrei.

Nos invités sont ici. J’aimerais souhaiter la bienvenue à Sally Costerton et son équipe, qui font partie du groupe d’Engagement et de Développement de la Responsabilité.

TIJANI BEN JEMAA : D’abord, je voudrais souhaiter la bienvenue à Sally Costerton qui est la présidente du groupe de Participation des Parties Prenantes et lui souhaiter la bienvenue avec son équipe. Sally est ici, elle est venue avec le vice-président, et avec Ergys et Betsy de la Responsabilité. Je leur donne la parole.

SALLY COSTERTON : Merci. Bonjour. Je vous souhaite la bienvenue ici, dans la ville de Copenhague qui est une belle ville. Je crois que ce sera une bonne réunion, cette réunion de l’ICANN 58.

Pour ceux qui ne connaissent pas, je travaille à l’ICANN depuis quatre ans et demi et j’essaie d’analyser le travail que nous

faisons pour la communauté. Je m’occupe de la participation, des réunions et des réunions publiques, donc s’il y a des choses qui vous intéressent, s’il fait trop chaud ou trop froid dans les salles, par exemple, je pense que de toute façon, il y a des gens qui vous aident en ce sens. Nous allons avoir une bonne réunion ce matin. Vous avez envoyé des questions pour la participation et l’engagement, je vais travailler avec Patrick et avec Alice pour répondre à vos questions. Nous allons d’abord les écouter. Patrick, vous avez la parole.

PATRICK JONES :

Merci beaucoup. Nous avons une série de diapositives que nous allons vous fournir, mais nous voudrions garder le plus de temps possible pour les questions, donc nous allons passer rapidement à la première diapo.

Notre équipe de Participation et Engagement, depuis Hyderabad et même avant, se consacre, consacre ses efforts au travail avec la communauté pour augmenter la participation au développement de politiques de l’ICANN et à son travail.

Cela se fait au niveau des parties prenantes, vous pouvez voir quelles sont les difficultés rencontrées par les parties prenantes lors de leur entrée à l’ICANN, voir les points d’entrée, et comment joindre et entrer en contact avec les nouveaux participants, comment les aider, comment leur permettre de

participer aux différents groupes, organisations et comités consultatifs, s’assurer que leur participation permet de faire entrer à leur tour de nouveaux participants au sein de l’ICANN.

Nous avons aussi créé une fonction de mesure de la participation dont l’objectif est d’améliorer la transparence des données, du travail que nous faisons auprès de la communauté et lors des réunions auxquelles nous assistons lorsque nous faisons de la sensibilisation et comment faire entrer davantage de participants à l’ICANN.

Nous nous focalisons actuellement sur le parcours des parties prenantes. Comment entrent-elles ? Où vont-elles ? Où interagissent-elles ? Et ce que nous avons commencé à faire, c’est consacrer plus de temps au soutien des parties prenantes et mieux gérer l’aider que nous leur fournissons lorsqu’ils entrent à l’ICANN.

Yuri nous a demandé de consacrer un peu de temps à la participation et nous voulons voir comment notre organisation soutient la communauté, voir comment nous pouvons mieux offrir différents types de services en utilisant les bureaux régionaux existants au niveau de l’ICANN, de façon à être plus proches des parties prenantes.

La prochaine diapo, où vous voyez les données qui sont sur notre tableau de bord, le tableau de bord de la GSE, qui

représente donc la participation au moins de février, par régions.

La prochaine diapo nous montrera ces données approfondies, secteur par secteur et comment nous entrons en contact, comment nous sensibilisons différents groupes de parties prenantes. Vous avez la partie académique, les participants dans la région qui ont participé à cette réunion. Nous essayons donc de voir comment diffuser ces données davantage pour qu’elle soit utilisée par toute la communauté et que la communauté puisse voir comment nous faisons de la sensibilisation auprès des différentes parties de la communauté.

Est-ce que vous voulez ajouter quelque chose, Sally ?

SALLY COSTERTON :

Merci, Patrick. Oui, je voudrais faire quelques commentaires.

Vous savez tous qu’il y a beaucoup de pression sur la communauté, actuellement, avec la nouvelle mission, les changements dans les statuts, et on essaie de voir comment résoudre les problèmes de participation que nous avons à l’ICANN, comment s’assurer que les utilisateurs de la communauté y sont représentés au travers de l’At-Large. Il y a donc ici un passage entre ces efforts pour mieux comprendre où nous en sommes actuellement. Vous savez qu’il n’y a pas de

système de mesure magique au sein de l’ICANN. On sait combien il y a de participants, où ils se trouvent...

TIJANI BEN JEMAA : Il y a un problème de son. Ah, ça marche. Ok, allez-y.

SALLY COSTERTON : Bien, merci. Donc, nous ne vivons pas dans un monde dans lequel on passe notre temps à effectuer du suivi de données mais on a besoin d’un équilibre et pour cela, on a besoin de votre aide pour atteindre un équilibre entre comment suivre les données, mesurer qui est où, qui a accès à l’ICANN.

Nous voulons aider les gens à participer davantage, nous voulons rafraîchir notre groupe de volontaires et savoir que tous les groupes et toutes les régions du monde, toutes les cultures et toutes les classes d’âge sont représentées. Nous voulons mieux comprendre où nous en sommes actuellement et comment nous permettons aux gens de devenir des participants au travail de l’ICANN. Je sais que c’est ce que vous voulez, ici, dans votre organisation, donc je pense que vous pouvez nous soutenir dans ce processus.

Nous devons aussi reconnaître que nous ne passons pas notre temps à demander aux gens de nous donner des informations. Nous sommes une communauté, nous avons un accès ouvert. Il

y a donc un équilibre et je crois qu’il faut être patient et construire un modèle dans lequel tout le monde se sent à l’aise.

Nous allons vous montrer, au cours des prochaines réunions, comment nous essayons d’atteindre cet objectif et nous vous demandons de nous donner votre opinion à mesure que nous avançons pour que nous sachions ce que vous en pensez, ce que vous pensez de notre travail.

ERGYS RAMAJ:

Merci, Tijani, et merci à tous de m’avoir offert l’opportunité de participer à cette discussion. Je suis content de voir tous ces visages que je connais ici.

Je vais faire une petite mise à jour sur l’intérêt public et le système pilote qui travaille la parité. Ensuite je vais vous parler de ICANN Learn. Certains d’entre vous ont participé à cette discussion. Vous savez que nous avons travaillé à l’ICANN 55 et 57, et nous avons eu la possibilité pendant ces deux réunions d’analyser et mieux comprendre comment le concept est compris et analysé dans différents contextes. Il n’y a pas eu d’accord concernant les prochaines étapes à suivre dans le futur pour la communauté. A l’ICANN 57, on a fait un appel pour mettre en place une structure comprenant des individus qui veulent être plus actifs dans ces discussions, il n’y a pas eu de

suivi. Au niveau du personnel, nous avons travaillé et essayé de proposer certaines options et c’est une conversation en cours.

Je voudrais faire une petite observation faite par un participant du panel à l’ICANN 57 concernant le concept et la façon dont ils sont appliqués à l’ICANN. Je dirais que cette notion, c’est que si le processus ascendant et multipartite est respecté, le résultat sera le consensus, une décision prise par consensus et c’est l’intérêt public d’ICANN.

Pour ce qui est étapes à venir, nous sommes à la disposition de la communauté pour faciliter et soutenir ces discussions et nous espérons pouvoir continuer à travailler avec tous ceux qui participent et sont intéressés par le travail dans ce domaine.

Au niveau de l’enquête sur la parité, au cours des deux dernières années, la communauté a été très active, a demandé des données pour informer sur la parité. Beaucoup de discussions ont lieu dans données de base pour soutenir les arguments.

Donc, ce que nous essayons de faire actuellement à travers ce projet pilote est de mettre en place un questionnaire pour la communauté, un sondage pour la communauté qui va nous permettre de récolter ces informations. C’est quelque chose qui va permettre à la communauté de voir, suite aux résultats obtenus, de savoir quelles sont les étapes à suivre dans le futur et les décisions à prendre.

Nous allons mettre cela en place au cours des deux prochaines semaines. Nous espérons que vous pourrez y participer avec vos commentaires, répondre à ce questionnaire.

Au niveau de l’ICANN Learn, nous avons lancé des séminaires Web pour le développement de compétences At-Large. Un autre point important, c’est au niveau des compétences techniques. Nous avons un système de formation pour les membres du SSR.

Je suis à votre disposition si vous avez des questions.

TIJANI BEN JEMAA :

Merci beaucoup, Sally et Patrick.

Sally, vous avez raison, les problèmes de participation représentent un souci quotidien. Nous n’avons pas besoin que vous nous disiez qui constitue la communauté At-Large, mais au niveau de la participation, nous essayons de travailler pour l’augmenter depuis des années. J’espère que nous trouverons les bonnes méthodes pour permettre aux gens de participer davantage à notre travail à l’ICANN.

Je suis partagé entre deux régions – l’Afrique et le Moyen-Orient – et je peux vous dire que votre vice-président travaille très bien. Il y a eu le dernier forum et d’autres événements organisés dans ces régions, et des événements de développement de compétences aussi. Donc, merci beaucoup pour le travail que

vous avez fait. Nous espérons qu’il y aura plus d’interactions entre vous et votre vice-présidence de façon à augmenter la synergie et à avoir de meilleurs résultats dans le futur.

Maintenant, je vais donner la parole au public. Est-ce que vous avez des questions à poser à Sally et à son équipe ? Préparons le chrono. Leon, allez-y, vous avez la parole.

LEON SANCHEZ :

Merci beaucoup. Merci, Sally, pour la présentation que vous venez de nous faire, et pour votre travail au niveau de la participation.

Ma question porte sur la façon dont nous essayons de travailler avec les différentes parties prenantes. La révision At-Large a attiré l’attention sur le fait de beaucoup de gens dans notre communauté sentent qu’il n’y a pas assez de travail fait par la communauté At-Large. Nous en avons discuté avant que vous veniez et justement, avant que vous rentriez dans la salle ce matin, nous en avons parlé. Il y a beaucoup plus de choses qu’il n’y paraît quand on parle du travail d’At-Large.

Ma question serait : comment mieux communiquer sur ce que fait notre organisation à travers votre équipe pour que tout le monde sache ce que font les structures At-Large au niveau local pour participer avec d’autres parties prenantes ?

Parce que, par exemple, à LACRALO, nous avons une très bonne équipe de communication. Votre vice-président, Rodrigo de la Parra, et son équipe font un excellent travail et travaillent avec toutes les parties prenantes de la communauté, mais j’ai l’impression qu’il y aurait quelque chose à faire au niveau de LACRALO, mais aussi au niveau international dans toutes les régions, pour que le monde sache un peu plus ce que font les ALS avec les autres parties prenantes au niveau local et pour mieux communiquer pour que tout le monde sache ce que nous faisons, comment nous le faisons, et cela à différents niveaux dans notre environnement.

Voilà ma question, comment mieux communiquer et comment l’équipe de participation, la GSE, peut-elle nous aider en ce sens ? Je sais qu’il y a une newsletter, mais comment peut-on avoir, par exemple, une idée de ce qui se fait dans chaque région ? Par exemple, un registre leur dira « est-ce que vous savez ce que fait l’ICANN dans les choses qui pourraient intéresser votre groupe de partie prenante ? », etc.

SALLY COSTERTON :

Merci, Leon. C’est une bonne idée, on peut toujours faire plus.

Nous avons actuellement, je crois, de bons canaux d’information. Pour le bénéfice de tout le monde, dans cette salle, en termes de ressources à votre disposition, à la

disposition de l’At-Large. Nous avons, bien sûr, le système de participation régionale. Chaque région a aussi une équipe régionale, en plus de l’équipe mondiale. Donc chacun a un partenaire, chaque équipe a un partenaire dans sa région. Nous avons, comme vous l’avez dit, nous avons différents canaux, la newsletter, Twitter, des sites Internet, Facebook. Nous avons une série de moyens dans différentes langues. Nous avons des plateformes à travers lesquelles les gens aident la communication par ces différents canaux.

Ce que je suggère, en tout cas, c’est que vous utilisiez tous ces outils. La meilleure personne pour coordonner est probablement votre vice-président au niveau régional parce qu’il s’agit d’un effort au niveau d’une équipe. Les RALOs jouent un rôle capital dans notre programme régional de participation, travailler avec ALAC, c’est un point important dans cette infrastructure. Ce n’est pas seulement le personnel et la communauté. Il y a aussi une série de ressources au niveau régional et nous devons organiser cela. Je vais vous demander de travailler avec les vice-présidents dans vos régions, d’essayer de mieux leur expliquer ce dont vous avez besoin. Ils disposent de ressources, ils peuvent aller voir des individus, faire des études de cas, suggérer différents moyens de communication. Donc je crois que ça se voit dans la révision qui vient d’être faite, c’est un problème.

TIJANIE BEN JEMAA : Merci, Sally. Il nous ne reste que 25 minutes, donc si vous le souhaitez, Sally, on va recueillir les questions pour y répondre à la fin.

La prochaine personne dans la queue est Maureen donc je lui donne la parole.

MAUREEN HILYARD : Ma question reprend un peu ce que Leon vient de dire. La perspective, du point de vue d’At-Large et des RALOs, comment pouvons-nous soutenir les relations existantes et comment les développer au sein des régions ? Comment nos organisations régionales évaluent et essaient de maintenir ces relations ?

Par exemple, si on regarde les contacts que l’on peut avoir avec la ccNSO, chose qu’on n’a pas la possibilité de faire, souvent. En tant que RALO, nous aimerions davantage de contact avec eux.

Voilà, comment travailler ensemble pour que les relations pouvant exister au sein de notre région avec ces organisations soient plus utiles ?

TIJANI BEN JEMAA : Merci, Maureen. S’il vous plaît, soyez brefs, nous avons peu de temps.

Prochaine personnes dans la queue, Olivier.

OLIVIER CRÉPIN-LEBLOND : Merci, Tijani. Je voulais juste intervenir sur deux points, ce n’est pas vraiment une question.

D’abord, en ce qui concerne la sensibilisation régionale, chaque RALO a un calendrier de sensibilisation. Je voudrais savoir comment les vice-présidents du GSE ont accès à ce calendrier de sensibilisation ? Et je voudrais demander aux leaders des RALOs de les remplir. Il y a un lien sur le site ICANN. Je regarde EURALO, par exemple, et son calendrier n’a pas été mis à jour.

Ensuite, pour ce qui est de l’intérêt public, lorsque j’entends dire que l’initiative évolue rapidement au niveau de l’ICANN, j’en suis heureux. Je voudrais demander ici à l’équipe de Sally comment continuer à avancer en ce sens. Parce que lorsque j’en parle dans notre communauté des parties non-contractantes, et quand j’en parle à la GNSO aussi, on me dit « oui, bien sûr, c’est très important », mais personne ne fait quoi que ce soit à ce niveau. Alors que peut-on faire ? Qu’est-ce que vous pouvez faire, vous ? J’espère que vous pourrez nous donner une réponse.

TIJANI BEN JEMAA : Merci, Olivier. Andrei. Non, Sébastien. Sébastien, vous avez la parole.

SÉBASTIEN BACHOLLET : Mesdames et messieurs, les invités, merci beaucoup.

Je vais faire très court sur la transparence, sur la diversité ou sur la parité. En participant au groupe de travail sur le work stream 2 sur la diversité, j’ai appris une chose, c’est que la parité n’est pas une question de diversité mais une question d’égalité et je pense que ce serait bien de voir quelles sont les données que nous avons avant de faire une étude. Il existe des données et on pourrait voir comment on peut les récupérer. Ce travail est en cours dans le groupe Diversité, cela vaudrait peut-être la peine que les responsables de ce groupe-là se rapprochent de vous pour faire le point là-dessus.

Mais mon point principal, c’est arrêtons de parler de diversité quand on parle des hommes et des femmes, nous avons besoin d’égalité.

TIJANI BEN JEMAA : Merci, Sébastien. Wafa.

WAFI DAHMANI ZAAFOURI: Merci. J’ai un commentaire sur ce qui vient d’être dit concernant la participation. Je pense que la participation entre régions est très importante. Par exemple, dans notre région, Tijani en a parlé, nous avons détecté que la participation doit être faite au niveau académique et au niveau gouvernemental. Nous avons des ateliers, les meilleurs ambassadeurs viennent d’un effort conjoint entre votre équipe et l’équipe At-Large parce que nous avons besoin d’ambassadeurs pour faire ce travail au niveau de la région. Nous avons des ateliers, nous devons travailler plus avec les gouvernements et cela doit être fait au niveau du GAC également.

TIJANI BEN JEMAA : Merci, Wafa. Javier.

JAVIER RUA-JOVET : Bonjour Sally, bonjour Patrick. Je voudrais parler du problème de la sensibilisation. Je me demande si, au niveau des vice-présidents ICANN, il y a une connaissance des problèmes d’asymétrie - voyons, NARALO, c’est l’Amérique du Nord, et la région autour des États-Unis dans le Pacifique. Certaines choses font qu’il est très difficile de faire de la sensibilisation dans des régions éloignées. Donc pour un autre type de structure, ce serait plus simple, mais nous, nous ne savons rien de certaines îles localisées au Sud des États-Unis.

Autre chose, un commentaire sur notre définition de l’intérêt public qui concerne le processus de participation, le processus de parties prenantes et le processus de construction de consensus, ici je pense que c’est quelque chose qui se cristallise dans certains de vos commentaires.

SATISH BABU :

Merci, Tijani. D’abord, je voudrais remercier Sally et son équipe pour cette mise à jour.

Dans l’Asie et le Pacifique, nous avons travaillé avec un soutien pour différentes activités avec les parties prenantes pour la sensibilisation dans la région. J’espère que nous allons à travailler en ce sens avec eux.

J’ai une question à vous poser sur le problème des données. Nous voyons qu’il y a une tentative pour connaître la participation hommes-femmes. Je voudrais savoir si l’ICANN distribuera ces données et quelles sont les initiatives au sujet de ces recherches.

TIJANI BEN JEMAA :

Ensuite, Holly. Vous avez la parole.

HOLLY RAICHE :

Merci, Tijani. À propos de la révision At-Large, il y a eu une série de choses très importants. D’abord, on a appris ce que l’on pensait de nous et la plus importante des leçons a été la confirmation de l’importance d’ALAC au niveau de la sensibilisation. Lorsqu’on regarde certaines choses comme le financement du CROPP, il semble ne pas avoir de connexions au niveau de la sensibilisation et du travail que l’on fait au niveau de la région.

Mon deuxième point, c’est que nous ne sommes très bon pour montrer ce que nous faisons, donc les gens ont l’impression que nous faisons moins que ce nous faisons réellement. Lorsqu’on parle aux gens du type de sensibilisation que nous faisons ou que fait APRALO par exemple, lorsqu’on regarde notre site Internet et qu’on essaie de voir ce qu’on fait, ça n’apparaît pas.

Donc je pense qu’il faudrait communiquer sur ce que nous faisons davantage, en tout cas cela nous donnerait une idée de ce que nous faisons. Nous sommes heureux de notre site, ou du site ICANN Learn, ce sont de bonnes ressources, mais nous voudrions aussi savoir comment mieux nous soutenir, parce que nous avons maintenant une déclaration très claire indiquant que nous sommes importants dans le domaine de la sensibilisation et je pense que c’est important, maintenant, de savoir comment nous pouvons mieux participer et mieux nous aider à participer. Merci.

TIJANI BEN JEMAA : Merci, Holly. J’ai de nouvelles mains levées. Bien, je vous demande d’être très brefs parce que nous devons donner du temps à Sally pour répondre à nos questions. Yrjo.

YRJO LANSIPURO: Merci. Deux choses que je voudrais dire. Je voudrais dire d’abord que je suis d’accord au sujet de l’importance des ALS au niveau local. Ces ALS sont des institutions, des organisations établies en général. S’il y a une ALS dans un pays, il y a par conséquent un ami de l’ICANN dans ce pays. Je crois que c’est très important. Il y a certains pays où l’interaction entre le représentant du GAC et les ALS est très intense.

Une autre chose que je voudrais dire concerne la participation des ALS. Nous avons un projet à EURALO pour essayer de se servir de l’expertise disponible au sein des ALS, parmi leurs membres. Ça a été un succès, je dirais, mais cela a demandé beaucoup d’interactions individuelles avec ces ALS. Ça a demandé beaucoup de travail, mais je crois que nous commençons à obtenir des résultats.

TIJANJI BEN JEMAA : Merci, Yrjo. Glenn.

GLENN MCKNIGHT : Président de NARALO. Je voudrais dire qu’on a parlé des territoires appartenant aux États-Unis et des endroits dans lesquels quelque chose devrait ou pourrait changer, parce qu’il y a eu, à travers le programme de boursiers, des programmes plus inclusifs, et on a commencé à tenir compte de ces îles qui ne pouvaient pas y participer auparavant. Mon collègue et moi-même, nous avons travaillé pour résoudre ce problème de manque de connexion avec les territoires des États-Unis. Ces îles devraient normalement appartenir à APRALO mais ce n’est pas le cas.

Je voudrais aussi faire un petit commentaire concernant notre stratégie pour la participation et la sensibilisation. Nous avons des ressources, nous avons un programme CROPP qui permet d’envoyer une personne. Nous n’avons pas d’accès égal à celui des vice-présidents donc ils parlent au nom de l’ICANN. Nous ne pouvons pas faire le travail de sensibilisation et de participation que vous nous demandez de faire à cause d’un manque de ressources. Donc ou bien nous avons les mêmes ressources, ou bien nous avons un accès juste pour tous les membres de l’équipe, sinon ça ne marchera pas.

Ensuite, c’est seulement récemment découvert ce qu’était la stratégie de l’Amérique du Nord pour beaucoup de vice-

présidents. Il y a des choses sans aucun lien avec ce que nous faisons, donc il nous faut plus de connexions entre notre travail et le leur. Ce que j’ai fait lors de l’assemblée générale avec l’ARIN, qui travaillait avec nous - grâce au soutien de l’ICANN et de l’ARIN, nous avons pu faire un peu de sensibilisation auprès de nos partenaires naturels. Nous avons pu travailler avec eux.

Pour ce qui est de l’enquête, je pense que l’ALAC a un certain équilibre au niveau de la parité.

TIJANJI BEN JEMAA :

Nous avons interrompu Glenn. Excusez-nous, Glenn, vous êtes trop long. Sally n’aura pas le temps de répondre aux questions. J’ai encore Alberto, Garth et moi-même. Je vais donc vous demander d’être très brefs.

ALBERTO SOTO :

Deux choses que je voudrais dire. Une pour notre secrétaire et l’autre pour le GSE.

La révision d’At-Large qui est en cours nous a montré que les ALS travaillent beaucoup que ce nous pensions. Je travaille sur un rapport en ce sens, pour le dire. Et il faut également dire que les ALS sont venues voir les différentes parties prenantes et participent, donc. Je demande à notre secrétaire d’écrire une action à suivre et d’informer à ce propos, d’informer tout le

monde pour que ça se sache. Notre vice-président devrait travailler avec plus de coordination avec nous. Voilà ce que je voulais dire, merci beaucoup.

TIJANI BEN JEMAA :

Merci, Alberto. Moi-même, j’ai quelques questions à poser.

Première question. Nous venons de terminer la période pilote. Quel est l’avenir du CROPP ? Qu’en est-il du programme on boarding également ? Nous devons faire en sorte que la collectivité et la communauté soient engagées dans ce programme d’orientation et dans le problème de l’organisation des réunions.

L’EURALO a une séance aujourd’hui qui chevauche cette séance At-Large, ce qui est un problème. En plus, c’est le samedi et les boursiers ne sont pas encore arrivés. C’est un gros problème de programmation. Y-a-t-il un moyen de mieux organiser les séances pour ne pas être en concurrence les uns avec les autres.

Une question de stratégie. Chaque RALO a sa stratégie. Les vice-présidents sont au courant de cela puisqu’ils sont sur le Wiki du CROPP et l’utilisent, ils doivent donner leur accord pour nos déplacements, notamment. Ça fait partie de notre cadre de travail, donc ils connaissent bien la stratégie.

Voilà pour mes questions.

SALLY COSTERTON : Merci. En effet, nous n’avons que peu de temps. Je vais répondre aux questions et interrompez-moi si je dis des bêtises.

Donc, Maureen, comment les RALOs peuvent-ils être plus actifs au niveau régional notamment ? Excellente question. Comme je l’ai dit, c’est un travail d’équipe. Nous ne sommes pas différentes organisations, nous sommes l’ICANN. Nous avons différents rôles à jouer mais nous sommes complémentaires et le rôle du personnel a toujours été de faciliter, ce qui prend plusieurs formes.

Donc, les stratégies régionales. Vous avez un vice-président. Qui c’est, votre vice-président ? Calvin ? C’est votre vice-président actuel ? Je connais l’équipe à Singapour. C’est un rôle à prendre au sérieux. Ça ne suffit pas d’avoir simplement quelques relations de temps en temps, il faut les approfondir. Vous êtes les mieux placés pour approfondir ces relations. C’est partie intégrante du travail que nous faisons d’engagement au niveau régional. La personne la mieux placée, celle avec le plus de compétences, de disponibilité doit être chargée de cela.

Olivier. Oui, ils ont accès à cette application pour les RALOs. Attention à l’utilisation des termes « égalité » et « diversité ». On a créé le terme intentionnellement, pour l’accès à toutes et à

tous. Il faut donc être très prudent dans l’utilisation de notre terminologie, nous tous dans notre communauté ICANN.

Satish. Oui, la question de NARALO, c’est difficile. Ce n’est pas seulement le fait que les gens ne sont pas au bon endroit. Deux observations à ce sujet. Il y a des communautés très éloignées. Je sais que Xavier et Maureen ont des problèmes dans la région pacifique à cause de cela. Nous avons l’Australie et la Nouvelle-Zélande, mais les Îles Cook et les Îles Marshall sont très éloignées, donc c’est difficile et donc nous devons être très actifs à ce niveau. Nous devons faire plus au niveau interne avec nos VP pour sensibiliser ces groupes et ces endroits éloignés. Chaque semaine, nous passons une heure pour voir la situation. Parlez à Chris Mondini qui arrive aujourd’hui. Dans votre cas, par exemple, vous pouvez mieux coordonner les choses avec une autre équipe peut-être, ou l’équipe de Chris et de Rodrigo. Ça dépend de l’endroit où vous êtes situés. Donc n’oubliez pas que nous travaillons tous ensemble et nous nous parlons très régulièrement. Ils pourront vous aider.

Satish, bonne question. Oui, hier, dans cette salle, nous avons eu une retraite et nous avons abordé ce point. Je ne suis pas spécialiste des ressources ouvertes et des données ouvertes, mais je crois qu’il y a une initiative de la communauté qui existe. Il n’y a pas de désir de ma part de ne pas faire cela. On ne va donc pas prendre des données personnelles. Nous sommes très

transparents, nous ne faisons pas ça. C’est ce à quoi je m’attends.

Holly. Comment peut-on mieux travailler avec vous pour vous donner plus de soutien, plus de ressources ? Des ressources sous des formes différentes. Cela peut être en temps, en fonction, en énergie, du personnel, des fonds, des finances avec le programme CROPP, l’accès à d’autres programmes. Comment utiliser les canaux de communication de manière plus appropriée et plus approfondie ? Vous faites tout ce que vous souhaitez pour vous insérer dans les programmes de travail. Nous sommes ici pour ça. Vous devez être au courant de tout ce qui existe, avoir la possibilité de participer à tout ce que vous voulez, et on doit travailler en collaboration.

Nous sommes tous de l’ICANN et nous devons utiliser à fond tous les moyens qui nous sont donnés. Donc plus on connaît vos besoins sur le terrain, mieux on peut y répondre. Tout ne fonctionne pas parfaitement. La communication, par exemple sur Twitter, n’est pas toujours très bonnes. Vous savez où nous nous trouvons, vous pouvez nous contacter en tant qu’ami, en tant que collègue.

Il y a une autre question à ce sujet. L’ordre du jour des réunions ICANN. Ces séances à la même heure, par exemple. On a changé, j’espère de manière permanente, la manière dont on gère le

calendrier de chaque réunion. On a fait une petite expérience à Helsinki. C’est la communauté, les SO et AC qui ont travaillé à l’organisation de la réunion. Donc c’est un peu les lois de la physique : on leur a indiqué le nombre de salles que nous avons, le nombre d’heures et nous avons fait des agendas par bloc. On a rempli. Ça s’est bien passé à Helsinki pour le mécanisme que nous avons établi. C’était une réunion très simple néanmoins, une petite réunion. À Hyderabad, ça a été un peu différent. On en a parlé au forum public, on ne s’est pas rendu compte qu’on avait créé de meilleures pratiques à Helsinki qu’on n’a pas réutilisées à Hyderabad. Nous avons donc eu des conflits de calendrier et d’ordre du jour durant les journées de réunion et on a décidé de mieux travailler ensemble.

Après Hyderabad, moi-même, Nick Tomasso et David Olive, nous avons essayé de contrôler un peu toute la réunion. On s’est réunis par téléphone et par courriel pendant plusieurs mois, 4 mois, pour planifier la réunion de Copenhague. Ce n’est pas parfait mais ce n’est pas imparfait non plus. La communauté a eu voix au chapitre, a pu s’exprimer. On a essayé de résoudre les conflits qui se présentaient, mais comme vous le savez, ce n’est pas le véritable problème.

Nous avons plus de 300 demandes de séance, on n’a pas assez d’espace, on n’a pas la possibilité de tenir 300 séances en quelques jours. Tijani, nous avons des chevauchements, ça

dépend de qui vous êtes mais ça peut être très stressant, ou pas. Mais l’objectif que nous avons avec David et Nick, c’est de garder ce groupe qui travaille sur les calendriers et sur l’organisation des séances lors des réunions de l’ICANN. Je crois que ça nous a aidés à travailler en tant que personnel de l’ICANN. Ce n’est pas notre travail de dire qui aura une réunion, quand et où. On veut travailler en collaboration. C’est absolument essentiel. On veut que tout le monde soit satisfait des réunions de l’ICANN. Nous ne sommes pas non plus des magiciens et on ne peut pas multiplier l’espace et le temps.

Nous avons commencé à travailler à Copenhague et on aura un retour sur ce qui n’a pas fonctionné dans notre processus. On verra si on le maintient, ce que j’espère, mais on n’a pas pensé à tout. Que fait-on si on veut faire des changements de dernière minute, s’il y a quelque chose d’autre ? Si les boursiers n’arrivent pas dans les temps ? En cas de problèmes ? On doit commencer à travailler à l’organisation de Johannesburg dès maintenant, donc j’espère que ma réponse vous satisfait.

Je n’ai pas de réponse exacte à votre dernière question. On a parlé, dans le cadre du programme CROPP, de l’orientation. On a ce programme pilote qui existe et nous faisons une révision interne juste après la réunion de Copenhague. Nous reviendrons vers vous lors de la prochaine réunion, on va voir ce qui se

fonctionne, ce qui fonctionne moins bien sur ce programme d’intégration.

Voilà, j’espère avoir répondu à vos questions. Je ne sais pas si j’ai oublié quelque chose.

ERGYS RAMAJ :

Je serai très bref. En ce qui concerne l’intérêt public. Je crois que la raison pour laquelle il n’y a pas beaucoup de progrès effectué, c’est que, premièrement, nous avons besoin de bande passante. De nombreux groupes de travail ont encore beaucoup à faire. La complexité, c’est le deuxième point. Ce sont vraiment des questions complexes que nous essayons de gérer. Plus on creuse, plus on se rend compte que c’est difficile, et cela prend du temps à la communauté de bien comprendre les problèmes à résoudre. Ce sont des problèmes conceptuels qui existent.

Javier a posé une question. Nous avons fait une observation à la réunion 57 de l’ICANN qui avait été fortement soutenu au cours de plusieurs échanges, mais il n’y a pas de définition, de processus qui soit inscrit dans le marbre pour le moment.

TIJANI BEN JEMAA :

Merci beaucoup, Sally, Ergys, Patrick, merci beaucoup. J’ai peut-être oublié de mentionner Betsy qui joue un rôle très important. Je suis à la tête du groupe intercommunautaire et je vous

remercie toutes et tous. J’espère que nous allons continuer à travailler ensemble, poursuivre notre travail en commun. Je crois que c’est important de parler du programme. Je crois qu’on aura de meilleures interactions encore, parce que ces conflits sont vraiment néfastes. Il faut les éviter à tout prix. J’ai quelques idées à ce sujet, on pourrait en parler beaucoup plus.

SALLY COSTERTON : Veuillez les écrire, s’il vous plaît. Veuillez nous indiquer précisément par écrit ces points pour que nous puissions lancer le débat, pour que nous puissions collecter tout ça et travailler ensemble, c’est important. Donnez-nous votre retour par écrit sur ces problèmes d’ordre du jour, ces chevauchements qui existent. Ce sera très utile, je vous remercie par avance.

TIJANI BEN JEMAA : Merci.

ALAN GREENBERG : Je ne sais pas si Rinalia est arrivé, nous devons avoir une séance avec elle. Je ne la vois pas. Vient-elle nous rejoindre ? Quelqu’un est au courant ?

Eh bien, nous avons une petite pause. Nous allons voir quel est le statut de notre prochaine séance.

Rinalia est en route. Merci beaucoup.

Merci à Leon, merci à Tijani d’avoir géré la séance précédente et bienvenue à Rinalia. Nous n’avons pas véritablement d’ordre du jour précis. C’est très ouvert et flexible. Rinalia, avez-vous des choses plus précises ? Voulez-vous, en quelques minutes, nous dire un peu ce qui se passe ?

RINALIA ABDUL RAHIM : Je suis très heureuse de vous voir. Bonjour Alberto, Silvia, bonjour à toutes et à tous. Je crois que quelques membres de l’ALAC vont revenir dans la salle.

Ce matin, je sais qu’il y avait une réunion sur l’accessibilité et qu’on y a parlé du site Web de l’ALAC qui devrait être prêt pour être accessible à toutes et à tous. Dites m’en plus, c’est quelque chose qui m’intéresse.

Heidi a fait un briefing, ce matin, auprès du conseil d’administration, sur ce qui se passe à l’ALAC, At-Large, et on a parlé de la révision de l’ALAC, de ce processus de révision. At-Large soutient deux tiers des recommandations, mais lorsque vous allez vous retrouver mardi avec le conseil d’administration, ce serait utile de supposer qu’ils n’ont pas encore vu le rapport de révision des examinateurs et qu’ils n’ont pas encore vu vos réponses non plus. Donc mettez vos interventions dans un cadre

de référence très précis. Quelles sont les attentes du conseil d’administration au sujet de l’engagement des utilisateurs finaux ? C’était une des questions.

Je suis ici pour vous écouter, pour discuter avec vous de ce qui vous préoccupe.

ALAN GREENBERG :

Ce pourrait donc être une réunion très courte.

Non, non, on n’a pas de déjeuner ici. Vous pouvez nous l’apporter, ce serait très aimable.

Garth ?

GARTH BRUEN :

Peut-être pourriez-vous nous donner un peu plus d’informations sur ce que le conseil d’administration pense de l’At-Large, pense de cette révision, de l’engagement des parties prenantes aussi.

RINALIA ABDUL RAHIM :

Je ne peux pas vous donner le point de vue du conseil d’administration. Vous allez avoir la possibilité de les entendre. Il n’y a pas de consensus sur l’engagement des utilisateurs finaux. Il n’y pas de consensus provenant du conseil d’administration.

ALAN GREENBERG : Vous entendrez leurs différents points de vue lorsque vous travaillerez avec le conseil d’administration et on se préparera, on aura une réunion préparatoire pour notre rendez-vous avec le conseil d’administration.

Notre principale question est qu’attendez-vous de nous ? Nous avons cette révision d’At-Large, il y a eu des commentaires au cours de cette révision. Il y a beaucoup d’attentes différentes. Parfois des attentes qui ne sont pas raisonnables. Pourquoi ne communiquez-vous pas avec les 2 milliards utilisateurs de l’Internet ? Je ne crois pas qu’on puisse jamais y arriver, c’est du domaine de l’impossible. Mais on va se préparer pour rencontrer le conseil d’administration.

Nous avons Maureen et Holly qui veulent la parole. Je donne la parole à Maureen.

MAUREEN HILYARD : Rinalia, j’aimerais vous donner un retour sur la réunion accessibilité que nous avons eu ce matin. Au dernier moment, on m’a demandé de la présider parce que Cheryl a dû partir dans une autre salle. Très brièvement, Josh et Jeff nous ont fait une mise à jour sur la transition de AdobeConnect vers une autre plateforme qui n’a pas été tout à fait satisfaisante. Il y a eu

beaucoup de problèmes techniques qu’on est encore en train de gérer. Il y a eu un débat avec toute l’équipe sur ce qui reste à régler comme problèmes d’ordre technique principalement.

Plus tard, lors du débat, Glenn McKnight a mentionné qu’il faudrait une personne assurant la liaison avec les autres pistes de travail, avec les autres groupes de travail, avec les groupes de travail sur la diversité et les droits de l’homme, pour s’assurer que l’on partage bien les différentes expériences et le travail effectué sur l’accessibilité.

Il y a eu une question sur les données, également. Avoir plus de données, quel est notre public ? Qu’est-ce que les gens utilisent, en termes d’accessibilité, comme outil pour accéder à l’Internet ? On a besoin de données plus solides et plus nombreuses. Il y a donc d’autres actions à venir qui ont été prises ce matin.

INTERVENANT NON IDENTIFIÉ : Merci. Merci, Maureen. Satish, étiez-vous présent à la réunion ? Avez-vous parlé du problème UA ?

HOLLY RAICHE : Je crois qu’ils n’ont pas encore lu cette révision. Il y a beaucoup de retours qui proviendront de nous-mêmes, de cette salle. Je crois que la question que nous posons, c’est vraiment quelles

sont leurs attentes et comment répondre à leurs points de vue. Ce serait bien de savoir, avant même que le conseil d’administration se penche sur la révision, de connaître leurs attentes par rapport à nous. Je pense que le conseil a déjà réfléchi à tout cela lors de la transition IANA et du modèle multipartite.

RINALIA ABDUL RAHIM :

C’est difficile de réfléchir à tout cela. Vous voulez savoir ce que pense le conseil d’administration par rapport au positionnement des utilisateurs finaux dans le cadre du modèle multipartite ? C’est cela ? Je pense que vous aurez la réponse suivante : les utilisateurs finaux sont très importants pour l’ICANN, ils doivent être engagés dans l’ICANN, dans le développement des politiques pour appuyer la légitimité de l’ICANN.

Je pense que tous les membres du conseil d’administration sont d’accord avec cela. Il faut en débattre et clarifier cela avec le conseil d’administration. C’est le bon moment pour tenir ce débat puisqu’il y a cette révision de l’At-Large qui va être finalisée. Ma commission se penchera là-dessus. Il y a des recommandations qui seront apportées au conseil d’administration qui doit donc être prêt à statuer sur ces points.

C’est donc le bon moment. Ça crée une piste pour qu’ils puissent prendre des décisions.

ALAN GREENBERG : J’aimerais réitérer cela. Ce n’est pas directement en rapport avec la révision. C’est bien de revenir sur cette révision puisqu’elle vient d’avoir lieu, mais j’ai des questions, je ne veux pas parler de la révision en tant que telle, je veux poser des questions au conseil d’administration sur les attentes du conseil d’administration. Je ne veux pas les mettre devant le fait accompli parce qu’ils ne sont pas encore au courant des conclusions de la révision.

TIJANJI BEN JEMAA : Rinalia, est-ce que vous nous avez dit que l’ALAC est d’accord avec les deux tiers de la révision ?

RINALIA ABDUL RAHIM : Non, ce que j’ai dit, c’est qu’Heidi a dit ce matin qu’il y a un soutien des deux tiers des recommandations. Heidi peut le confirmer ou l’infirmier. Elle confirme.

ALAN GREENBERG : Nous sommes d’accord parce que nous les faisons déjà, ces deux tiers. Je ne vois pas très bien la logique, parfois, mais nous

sommes d’accord, dans cette révision, beaucoup de recommandations sont déjà entérinées et appliquées.

TIJANJI BEN JEMAA : Ce n’est pas un problème de nombre de recommandations. Vous pourriez avoir des centaines de recommandations sur lesquelles nous tomberions d’accord, mais les recommandations sur la structure de l’At-Large sont les plus importantes, parce que cela modifierait totalement At-Large. C’est pour ça que lorsqu’on présente ça de cette façon, « on est d’accord avec les deux tiers des recommandations », ça a l’air très bien, ils sont d’accord avec le rapport, ça donne cette impression.

ALAN GREENBERG : Ou l’on peut dire que nous sommes très souples. Nous soutenons cette révision. Il y a peut-être un ou deux points que nous n’aimons pas beaucoup.

HEIDI ULLRICH : J’ai travaillé étroitement avec Alan pour parler au conseil d’administration, ce matin. J’ai parlé des problèmes de mise en œuvre du nouveau modèle défectif pour l’ALAC. Certains problèmes ne sont pas encore soutenus. Il y a un accord sur ces 16 recommandations, sur le statut quo, les questions de mise en œuvre qui ne sont pas soutenues.

RINALIA ABDUL RAHIM : Je vois que Kaili n’est pas dans la salle. Il est à distance. Tout le monde nous observe de loin.

En ce qui concerne les révisions provenant de personnes indépendantes, lorsqu’il y a des recommandations, il y a des priorités essentielles, priorités moyennes, priorités plutôt basses, et dans certains cas, avec la GNSO, il faut confirmer simplement que oui, c’est déjà fait. C’est l’intention de la recommandation de confirmer, puis on passe au point suivant. C’est comme ça que ça se passe. C’est tout à fait normal.

ALAN GREENBERG : Nous avons actuellement une réponse de 25 pages et ce n’est pas encore fini. Donc on est d’accord avec quelques unes des recommandations, on a beaucoup de choses à dire quand même.

Je vois – c’est Satish ou Javier. Allez-y. C’est Satish.

SATISH BABU : J’aimerais répondre au point sur l’accessibilité, par rapport à la page Web. L’accessibilité et l’acceptation universelle, ce sont des concepts un peu différents qui se chevauchent également. Il y a quelques semaines, Rinalia nous a parlé du besoin de faire

des tests sur la conformité d’accessibilité de notre page Web. On n’a pas terminé nos tests, nous avons demandé à la communauté et aux ALS qui travaillent sur des langues diverses de faire des tests. C’est un processus qui se déroule actuellement. Ça prend un peu de temps. Les questions de couverture ne sont pas faciles à gérer, avec plusieurs scripts qui entrent en ligne de compte.

Cela représente vraiment un investissement de temps assez conséquent mais s’il y a des gens dans la communauté souhaitant nous aider, nous apprécierons. Nous avons le groupe de travail Technologie qui pourrait également nous aider et réfléchir à certains points soulevés. Donc j’aimerais dire que le TTF devrait- ce dont parlait Glenn ce matin, la liaison avec les groupes Technologie est important, l’acceptation universelle, les IDN, les courriels, avec une perspective accessibilité.

Avec le groupe de travail Technologie, il faut voir qui fait quoi, qui travaille sur quoi. Il y a le groupe IDN de l’ALAC qui existe également. Moi, je fais partie du groupe de Mise en Œuvre IDN. Donc, il faut vraiment qu’on ait plus de clarté sur qui fait quoi, qui est chargé de quoi. C’est un travail important pour l’accessibilité mais ce n’est pas très clair, on ne sait pas qui est responsable de quoi. Merci.

RINALIA ABDUL RAHIM : Merci, Satish. En rapport avec cela, le conseil d’administration s’intéresse au EPSRP - c’est le processus de révision des chaînes qui ont de fortes similarités. Dans ces documents, il est indiqué que le ccNSO a le soutien de l’ALAC. J’ai posé la question auparavant, est-ce que c’est le cas? Est-ce que vous avez redébatu de cela après les conseils SAC 89? Êtes-vous réellement d’accord? Quelle est votre position? Indiquez cela au conseil d’administration. Merci beaucoup.

ALAN GREENBARG : Garth, vous aviez levé votre carton. Donc j’ai Yrjo, Seun et moi-même. Andrei également. Je crois qu’il ne nous reste que quelques minutes dans cette séance, soyez brefs, s’il vous plaît.

YRJO LANSIPURO: Je me demande ce que le conseil voit des activités des ALS qui ne sont pas vraiment visibles. Chaque ALS est en général une organisation établie dans le contexte de son propre pays, ils sont donc affiliés à l’ICANN et ont donc une attitude positive envers l’ICANN. Ce que je veux dire, c’est que dans les pays où on a une ALS, on a une personne qui a une relation amicale avec l’ICANN et je crois qu’il faut en tenir compte.

RINALIA ABDUL RAHIM : Merci, Yrjo. Je crois qu’on peut en parler aussi lors de la discussion avec le conseil et je sais que lorsque les activités de participation ont lieu dans les régions, dans certains cas, les ALS participent. Je ne pense pas que toutes le font, il y a peut-être un processus de sélection qui a lieu, mais je crois que c’est une bonne discussion et que vous pourriez l’avoir avec le conseil.

ALAN GREENBERG : Allez-y, Seun.

SEUN OJEDEJI : Merci, Rinalia, c’est un plaisir de vous voir. Ma question porte sur la façon dont votre comité dont je ne me souviens pas le nom, le comité d’évaluation je crois, la façon dont votre comité va travailler. Quel est le calendrier? Quand rendrez-vous votre rapport? Avez-vous commencé à travailler dessus déjà? Quand vos recommandations seront-elles envoyées au conseil? C’est juste le calendrier qui m’intéresse.

RINALIA ABDUL RAHIM : Merci, Seun. Je ne me souviens pas très bien du mois exact en termes de processus. Heidi me le donne. D’accord. Donc, le rapport sera terminé par l’auditeur indépendant, puis le processus de commentaire public. Ensuite le groupe de travail de révision At-Large fera ses propres recommandations suite à

une révision et l’ALAC fera la même chose. Puis tout sera présenté au comité. Mon comité fera sa révision et à ce moment-là, nous ferons les recommandations au conseil. Je pense donc que le conseil ne pourra pas prendre sa décision avant la moitié de cette année. D’ici septembre, octobre, dit Heidi. La décision devrait donc être prise pendant le dernier trimestre de l’année.

SEUN OJEDJI : Vous ne serez plus au conseil, Rinalia, à ce moment-là ?

RINALIA ABDUL RAHIM : À ce moment-là, ce sera Leon qui devra voter cette décision.

ALAN GREEBERG : Nous ne savons pas exactement quand est-ce que son comité devra présenter tout cela. Nous ferons de notre mieux pour ne pas retarder les choses.

ANDREI KOLESNIKOV : Une question sur l’EPSRP. Avons-nous le temps ? Est-ce que le conseil va examiner les commentaires de la ccNSO et d’autres parties concernant le rapport de révision des similarités ?

RINALIA ABDUL RAHIM : Lors de cette réunion, nous allons recueillir des informations. Par exemple, avec la réunion du conseil avec SSAC, je crois que ce sera le seul thème de discussion. Le conseil va se réunir au mois de mai pour un atelier au cours duquel nous en parlerons, puis nous pourrions prendre une décision.

ANDREI KOLESNIKOV : Donc nous avons une réunion avec la ccNSO demain et nous allons organiser ça. Il y aura une réunion avec SSAC demain il me semble aussi, non ?

RINALIA ABDUL RAHIM : ALAC a une réunion avec SSAC ?

ANDREI KOLESNIKOV : Oui. Elle est sur le programme ?

RINALIA ABDUL RAHIM : Parfait.

ALAN GREENBERG : Et ce sera le seul thème abordé au cours de cette réunion, je pense. Une conclusion ? Merci, Rinalia.

RINALIA ABDUL RAHIM : Ne soyez pas découragés par les recommandations de l’auditeur indépendant. C’est un processus. Il y a beaucoup d’apprentissage, au sein de la communauté, au sein du groupe des auditeurs, c’est un processus et je pense que nous obtiendrons de bons résultats positifs pour tout le monde.

ALAN GREENBERG : Merci, Rinalia.

Avant de nous arrêter pour le repas, nous nous retrouvons à 13 :30. Est-ce qu’on pourrait nous dire où nous pouvons trouver à déjeuner ? La salle de la GNSO va avoir un déjeuner servi, je crois ?

HEIDI ULLRICH : Je crois qu’ici, à l’extérieur, il y a un petit restaurant où vous trouverez de quoi manger. À l’hôtel, aussi, bien sûr, vous avez du choix. Il y a aussi des endroits où vous trouverez des sandwiches.

ALAN GREENBERG : Il y a un supermarché aussi, pas loin d’ici.

[PAUSE DÉJEUNER]

ALAN GREENBERG : Ce serait bien que ce soit un peu plus grand. Voilà. Donc, cette information va figurer en grand sur la prochaine diapo. Le conseil nous a posé deux questions. Je vais me mettre sur mon ordinateur pour pouvoir le lire.

Bien, le conseil nous a posé deux questions. La première : à quel niveau est-ce que vos membres participent à la piste de travail numéro 2 du CCWG ? Que peut faire le conseil ou l’ICANN pour faciliter votre participation et la fin, en temps voulu, de ce travail ? Deuxième question. Nous avons une série de suggestions pour répondre à ces questions.

Si vous regardez la prochaine diapo. La suivante, s’il vous plaît. Voilà. Ici, Olivier est celui qui a proposé ces réponses. Notre idée était de parler de ce que l’on fait avec le groupe d’Evolution de l’ICANN où nous faisons une révision de ces problèmes régulièrement. On aborde aussi cela lors des réunions ALAC. Il y a eu une suggestion pour avoir des statistiques des activités des RALOs, ce qui n’a pas été fait. Peut-être que quelqu’un ici pourrait contribuer. En tout cas, il faudrait en parler.

Il y a donc eu une suggestion pour savoir ce qui se fait dans d’autres groupes, et je ne sais pas si on va poser cette question directement aux autres groupes.

On peut aussi parler des briefings ALAC et du séminaire Web que nous avons fait.

Donc, voilà pour les questions. Qui veut y répondre ?

Je ne veux pas être le seul à prendre la parole ici. Olivier, bien sûr, est candidat, puisqu’il s’est occupé du groupe. Si Cheryl pouvait assister à cette réunion, ce serait bien mais je ne sais pas où elle est actuellement. Elle a aussi tenu un rôle important dans le travail de ce groupe.

Alors qui veut répondre à ces questions et aborder ces problèmes ? Tijani.

TIJANI BEN JEMAA :

Merci, Alan. La question demande ce que peuvent faire le conseil ou l’ICANN pour que notre travail soit fini en temps voulu. Donc, ce n’est pas juste comment nous faisons les choses, comment nous encourageons notre communauté pour qu’elle participe, mais aussi comment finir dans les délais.

ALAN GREENBERG :

Oui, c’est la deuxième partie de la deuxième question. La première question, c’est « dans quelle mesure vos membres participent activement au processus ? ».

On peut parler du nombre de gens participant activement aux discussions actuelles. On peut aussi parler du fait que nous

faisons participer d’autres parties de la communauté à ces discussions.

Ensuite, la deuxième partie, que peuvent-ils faire pour nous aider. Je ne sais pas s’il y a beaucoup de questions, ici.

Alberto, allez-y.

ALBERTO SOTO :

Alan, le problème que nous avons, c’est que moi, j’ai regardé les listes des groupes de travail pour une question de participation au sein de LACRALO aussi, et le problème que nous avons, c’est qu’il n’y a pas de participation active de la plupart des membres inscrits aux différents groupes de travail.

Moi, j’avais dit qu’il fallait parler avec les présidents de chaque groupe de travail pour voir qui travaille activement et j’ai essayé de participer aux réunions, sauf en cas de problèmes techniques Internet, mais sinon, j’ai participé. Je peux vous dire que beaucoup de gens sont inscrits et ne participent pas aux réunions. Je peux faire ce que vous voulez pour LACRALO, je connais les membres de ces réunions, j’y participe, je peux me charger de parler aux leaders de chaque groupe de travail et leur demander de faire une liste des membres qui participent activement.

ALAN GREENBERG :

Merci. Je ne sais pas si ce sera très utile auprès du conseil de leur dire que nous avons beaucoup de membres inscrits qui ne participent pas, même si c’est vrai. Le problème ici, c’est est-ce que nous avons des gens très actifs qui participent aux groupes et les dirigent un peu ? Ou bien y-a-t-il des gens participant aux discussions d’At-Large ? Vous entrez dans cette catégorie.

Mais ici, nous devons, rappelez-vous, nous n’avons qu’une heure de réunion avec le conseil et je ne veux pas passer les deux tiers de cette réunion à répondre à leurs questions. J’ai besoin d’une ou deux personnes qui répondent à leurs questions.

La première question est « dans quelle mesure At-Large participe aux discussions ? ». Puis, y-a-t-il quelque chose qu’ils peuvent faire pour nous aider ?

Je vais être honnête, je pense que le conseil ne peut pas faire grand chose.

Quant à l’autre question, la partie de cette question à laquelle nous pourrions répondre, c’est le dernier point sur cette liste, dans quelle mesure on peut avoir un soutien au niveau des langues. Traduire le matériel dans différentes langues. On peut avoir des services d’interprétation. Cela permettrait d’augmenter la participation. Je pense que c’est un point dont nous devons parler. Et je pense qu’Alberto serait la meilleure pour aborder ce thème et pour le faire en espagnol. Est-ce que

nous savons si nous aurons un service d’interprétation pour cette réunion ? Est-ce que vous pouvez vous renseigner pour savoir si la réunion entre le conseil et ALAC aura un service d’interprétation ?

Est-ce qu’il y a des volontaires ? Olivier ?

ALBERTO SOTO :

Olivier, moi je vote pour Olivier.

Le problème de l’interprétation, je peux parler, si vous le voulez, au conseil et, moi-même, leur dire que c’est important parce que nous avons beaucoup d’expériences, dans notre région, de gens qui ne maîtrisent pas l’anglais.

Le cas typique des participants, c’est lors de la révision At-Large. Beaucoup ne participent pas parce que les documents sont en anglais. Ce que j’ai fait, c’est de faire une traduction non-officielle de ce document pour que les gens puissent participer. Je peux donc en parler, si vous voulez.

ALAN GREENBERG :

D’accord. Pas de problèmes. On est en train de parler de la piste de travail numéro 2. Je crois que vous avez ici quelque chose d’intéressant à nous apporter.

Olivier, est-ce que je peux vous demander de vous occuper de la première partie de la question concernant le niveau d’activité ? Ou Sébastien ? Pour parler du nombre de gens participant aux différents groupes ou sous-groupes. Olivier parlera de l’évaluation de l’ICANN. Olivier, allez-y.

OLIVIER CRÉPIN-LEBLOND : Merci. D’accord. Je parlerai pendant 30 secondes, 5 minutes, 10 minutes, 20 minutes... Ce que vous me demanderez.

ALAN GREENBERG : 30 secondes, peut-être.

OLIVIER CRÉPIN-LEBLOND : Ok, pas de problèmes. Je sais que Sébastien parlera aussi. Il a beaucoup participé aussi, au travail des sous-groupes. Moi, j’ai demandé à parler aux gens qui étaient actifs dans les sous-groupes. Il y a eu des appels ouverts à tout le monde. Ces réunions sont enregistrées, ces conférences sont enregistrées, de façon à ce qu’on puisse entrer facilement dans un sous-groupe si on le souhaite, on peut se mettre au courant rapidement.

ALAN GREENBERG : Sébastien ?

SÉBASTIEN BACHOLLET : Je ne sais pas très bien ce que vous me demandez de faire, mais il y a une participation croissante de certains membres At-Large. Nous avons parfois des gens originaires d’Afrique venant assister à une ou deux réunions. Mais je dirais qu’à l’exception des membres réguliers, c’est difficile pour les nouveaux arrivants de participer sur le long-terme. C’est une des difficultés que nous avons. Peut-être faut-il en tenir compte dans ce groupe de travail sur l’évolution de l’ICANN, comment peut-on vraiment aider les gens à participer ?

On fait beaucoup de travail pour aider tout le monde à savoir ce qui se passe dans les autres groupes auxquels ils ne participent pas, mais on ne s’occupe pas assez d’aider les gens à participer au travail des autres.

J’ai participé à plusieurs groupes de travail et j’ai l’impression que, finalement, ce sont toujours un peu les mêmes qui participent, qui se retrouvent dans ces sous-groupes. Si on faisait une liste, ce serait une dizaine de personnes, une quinzaine, toujours les mêmes et qui participent à différents sous-groupes. Il n’y a pas beaucoup de nouveaux. C’est mon expérience. Donc certains viennent nous rendre visite mais qui ne font pas vraiment beaucoup plus que ça. C’est vrai aussi que ce n’est pas facile.

Une autre chose que nous essayons de changer. Le sous-groupe travaillant sur la diversité a demandé à ce qu’il y ait des interprètes, en pensant que, comme ça, il y aurait plus de participants des pays francophones et des pays hispanophones au travail de ce sous-groupe. J’espère que ça va marcher. Ça reste à voir.

Je ne sais pas si j’ai répondu à votre question, en tout cas, si vous en avez d’autres, j’y répondrai.

ALAN GREENBERG :

Ce que j’essaie de voir maintenant, c’est qui voudrait bien prendre la parole pour répondre à ces questions.

Nous avons donc Olivier qui va parler de l’évolution d’ICANN et qui essaiera d’informer d’autres gens, pas nécessairement de les rendre actifs.

Alberto va parler du besoin de services linguistiques. Comme vous l’avez dit, un des groupes a demandé, le groupe qui travaille sur la diversité a demandé un service d’interprétation.

Si vous pouviez, Sébastien, parler de la participation dans tous les groupes de travail de la part des membres At-Large.

Est-ce que je peux demander au personnel de regarder, dans ces groupes de travail, quels sont les membres At-Large, quels sont

les gens les plus actifs ? S’il vous plaît, pourriez-vous fournir ça à Sébastien, avant la réunion ? Merci.

Bien, je crois qu’on a répondu à cette question. Le prochain problème est : Quels étaient les problèmes de politique dans nos groupes ?

Seun, allez-y.

SEUN OJEDEJI :

Merci. Je voulais vous dire quelque chose qui va dans le sens de ce dont nous sommes en train de discuter. On devrait se demander ce qui affecte actuellement la participation, parce qu’il est clair que la participation est différente de ce qu’a été la participation lors de la piste de travail numéro 1.

Personnellement, je me demande pourquoi la participation a été réduite. Il serait bon de savoir quels sont les défis et comment ils peuvent être compris et résolus.

ALAN GREENBERG :

C’est un point intéressant. Si on regarde les gens actifs dans la piste de travail numéro 2, ce sont plus ou moins les mêmes que pour la piste de travail numéro 1, avec une petite réduction néanmoins. Je pense que certains d’entre nous s’épuisent au travail. C’est important qu’il y ait des résultats de notre travail. Il

est clair que si on peut éviter d’assister à une réunion à 3 heures du matin, on le fait, comme je l’ai fait à plusieurs reprises lors de la piste de travail numéro 1.

Je pense que c’est un problème de fatigue, d’épuisement, plutôt qu’autre chose. Ceux qui ont participé à la piste de travail numéro 1 sont des gens qui, logiquement, vont participer à la piste de travail numéro 2.

SÉBASTIEN BACHOLLET : J’ai l’impression que l’une des raisons, c’est que ce sont de petits groupes et ce que l’on cherche aujourd’hui, ce sont des gens qui nous aident à rédiger quelque chose. Pour pouvoir rédiger quelque chose, vous devez avoir plus de connaissances que seulement un anglais parlé. C’est donc très difficile.

Il vous faut vous comparer avec des gens qui appartiennent à certains des sous-groupes, comme le sous-groupe sur la Transparence et le sous-groupe travaillant sur les Droits de l’Homme où on a de vrais professionnels, des gens qui ont l’habitude de rédiger des rapports. On se sent donc mal à l’aise quand on ne maîtrise pas bien l’anglais à l’écrit et si on ne maîtrise pas un niveau d’anglais écrit moyen, on ne peut pas participer à ces groupes. Participer à la discussion est possible, mais quand il s’agit de rédiger, c’est plus difficile. Le pouvoir

appartient à celui qui tient le stylo et sans un bon niveau d’anglais, on est perdus. Voilà où l’on en est.

C’est le problème que nous avons et franchement, je ne sais pas comment le résoudre. Oui, les services d’interprétation sont utiles pour les discussions, mais l’interprétation ne sert à rien lors de la rédaction de ces documents, hélas. Je n’ai pas de solution à vous proposer, c’est dommage.

ALAN GREENBERG :

Merci. J’ai remarqué que tous les groupes ont de nombreux membres et très peu de gens participant aux réunions. C’est un problème universel, pas seulement celui de l’At-Large, je le sais.

J’ai Javier, Harold, et Tijani, si vous voulez. Ensuite, nous devons clore cette discussion. Javier.

JAVIER RUA-JOVET :

Je vais parler en espagnol. Alberto, si tu veux, je peux t’aider pour la partie de traduction. Tu peux compter sur moi.

HAROLD ARCOS :

Merci, Alan. Je vais parler en espagnol, mettez vos écouteurs.

Mon avis sur ces questions. Alan, vous m’entendez ? Vous entendez la traduction ?

Ok, ça marche, très bien, allons-y. Je disais donc que, à propos de cette question concernant la participation d’At-Large, je dirais qu’il faut voir quel système de mesure est utilisé pour évaluer la participation, parce qu’il y a un scénario pour la piste de travail numéro 1, c’étaient des questions essentielles qu’il fallait aborder, qui nécessitaient qu’on s’y intéresse puisque ça concernait la transition. Pour la piste de travail numéro 2, ce sont des thèmes qui donnaient lieu à des débats plus longs.

Je voudrais ajouter une perspective, certains groupes se sont demandés ce qu’attendait le conseil, ce qu’ils allaient faire au sujet des droits de l’homme, par exemple, et si ce que nous faisons aurait un impact dans ce domaine. Alors quelles sont les motivations que l’on peut avoir dans un groupe de travail ?

On devrait demander au conseil quelles sont les attentes de l’ICANN concernant ces discussions et les résultats, la réponse à cette question pourraient nous encourager et donner lieu à de nouvelles discussions sur ces thèmes-là. Certains d’entre nous avaient des attentes mais étaient mal informés. Ils pensaient que les Droits de l’Homme seraient un engagement inéluctable de l’ICANN sur ce point, or ce n’est pas le cas, c’est un cadre d’interprétation. On en a parlé dans le groupe. C’est la même chose pour les juridictions. Ensuite, la diversité aussi.

Ces thèmes, qui sont des thèmes clefs, dans ces domaines, la participation a été moins bonne parce qu’on se demandait vraiment dans quelle mesure cela serait utile de participer. Je pense donc que pour une question de participation informée, ce serait positif que l’on puisse demander au conseil ce qu’on peut attendre comme résultats parce que c’est un facteur qui peut être une cause du manque de participation. Cela a été dit, d’ailleurs, à plusieurs reprises dans différentes séances concernant la piste de travail numéro 2.

ALAN GREENBERG :

Je ne sais pas si nous voulons rentrer dans la discussion sur le contenu de la piste de travail numéro 2. C’est une discussion que nous n’avons pas le temps de faire ici. Je dirais donc que nous devons éviter ce thème et répondre à la question spécifique. Je pense qu’il y a une partie importante ici, qui est moins présente et moins importante qui a été discutée dans le cadre de cette piste de travail numéro 2.

TIJANI BEN JEMAA :

Sébastien, vous avez raison, les gens sont intimidés. Moi, j’appartiens à trois groupes de travail, je suis actif dans les trois – Droits de l’Homme, Juridictions et IOP – et pour les trois, tout le travail est plus juridique qu’autre chose. La plupart des gens dans ces groupes sont des avocats. Donc parfois, on se sent

étranger, on ne se sent pas à sa place dans ces groupes. Mais je peux vous dire que dans les groupes dans les groupes où il y a un défi, les gens qui sont intéressés, même sans être avocats, les gens qui relèvent le défi, ils discutent au même niveau que les autres.

Dans le groupe de Juridictions, c’est le cas. Dans ce groupe-là, les choses n’avancent pas justement à cause de ça, parce que beaucoup de gens qui veulent participer, qui veulent avoir un impact sur la décision.

ALAN GREENBERG :

Ou empêcher la prise de décision, dans certains cas.

La prochaine question : Quelles sont nos priorités ? Avancez de deux diapos, s’il vous plaît. Je crois que ce sont nos priorités dans le bon ordre, j’espère, je pense.

Est-ce que vous avez, ici, l’impression qu’il manque quelque chose ? Quelque chose à retirer ou pensez-vous qu’il faille modifier l’ordre de priorité ?

Est-ce que quelqu’un veut prendre la parole et lire les thèmes indiqués ici.

Alberto ? Vous avez déjà parlé pour autre chose. J’aimerais bien avoir quelqu’un de différent, peut-être.

Seun ?

Alberto, vous vouliez prendre la parole ? Vous vous portiez volontaire ?

ALBERTO SOTO : Je pense que le deuxième point est plus de notre responsabilité que de celle du conseil. Je le mettrai en bas.

ALAN GREENBERG : Je crois que vous n’avez pas compris la question. Le conseil nous demande quelles sont nos priorités, ce qui est important pour At-Large et ALAC. Certains de ces points ne sont pas importants pour le conseil.

Seun, vous vous portez volontaire pour lire cela ? Vous voulez prendre la parole.

SEUN OJEDEJI : Oui. Ce sont les priorités dans l’ordre de priorité ?

ALAN GREENBERG : Oui, il n’y a pas de doutes quant au fait que le premier point est notre première priorité dans cet ordre-là, on est d’accord.

Andrei, allez-y.

ANDREI KOLESNIKOV : Je dirais que les quatre points suivants, comment dire, sont dans un ordre dynamique, dirais-je.

ALAN GREENBERG : Oui, je suis d’accord. Javier.

JAVIER RUA-JOVET : PC ?

ALAN GREENBERG : Commentaire public.

SATISH BABU : Je ne sais pas si cette liste est figée ou non, mais j’aimerais parler de l’acceptation universelle également comme priorité pour notre groupe.

ALAN GREENBERG : Vous pensez que c’est quelque chose sur quoi on travaille activement ? Est-ce vraiment une priorité ?

SATISH BABU : Le groupe de travail IDN a été très actif et l’ALAC a deux personnes dans ce groupe de travail. On travaille chaque

semaine, il y a des réunions qui se tiennent et sont publiées. C’est une grande priorité pour nous, je ne sais pas par rapport aux autres thèmes qui sont ici sur ce transparent.

ALAN GREENBERG : Moi je trouve ça important, personnellement, mais je pense que l’on devrait avoir un rapport lors de nos réunions mensuelles de l’ALAC parce que, pour le moment, ce n’est pas très visible. Pour la plupart des gens de l’ALAC, ce n’est pas très visible, ce qui n’est pas très positif. Je prends note, je suis d’accord si vous voulez le rajouter mais je crois que ce devrait être plus visible.

SATISH BABU : Vous avez soulevé un point important, merci.

ALAN GREENBERG : Et Tijani.

TIJANI BEN JEMAA : Merci. Je crois que si nous changeons, dans le quatrième, TLDs plutôt que les gTLDs, et alors on pourrait ajouter les IDN.

ALAN GREENBERG : Notez cela, c’est une action à prendre, inclure les IDN et l’acceptation universelle. Merci, Tijani.

Oui, je regarde où nous en sommes par rapport au temps qui nous est imparti.

On a presque fini cette section et il nous reste encore beaucoup de points. La liste de diffusion At-Large. Il y a quelques semaines, c’était quelque chose de très important. On voulait éliminer les doublons pour qu’ils n’aient pas l’impression de recevoir du spam et des courriels non-désirés.

Il nous reste en gros 30 minutes dans cette semaine. Nous devons passer au transparent suivant.

Ça, c’est une petite partie de l’heure que nous aurons avec le conseil d’administration. Maintenant, on peut plus se concentrer sur les thèmes à traiter.

Le calendrier des réunions de l’ICANN. Le format des réunions. En ce qui concerne le calendrier, c’est de la part de Leon et du personnel, ça a vraiment été difficile pour avoir nos réunions formelles, ça a changé chaque minute pratiquement. Comme vous le savez, il y a eu une séance d’une demi heure qui est apparue ce matin et on a dû trouver un thème pour cela. Je crois que les chevauchements, en effet, sont de plus en plus nombreux, les chevauchements d’horaires. Je crois que beaucoup de gens ne sont pas ici dans cette salle et sont ailleurs à une autre réunion se tenant en même temps.

Donc il y a un problème important pour les PDP de la GNSO. Le PDP gTLD, ce qui est un problème très important, n’a pas été traité. Je suis dans une réunion qui devait se tenir et se tiendra cet après-midi, et je n’irai pas, tout simplement. En parallèle de nos réunions, il y en a beaucoup d’importantes qui se déroulent. Il y a donc des conflits d’intérêt très importants, des conflits d’horaires. Il y a beaucoup de gens absents à nos réunions en ce moment même parce qu’elles doivent se rendre à d’autres ateliers. Donc c’est important de dire quelque chose à ce sujet.

Donc, je pense qu’on a un problème plus large. Je ne sais pas si c’est la stratégie des nouvelles réunions. Je ne connais pas vraiment la cause mais il me semble que ça se passe moins bien qu’il y a même seulement un an ou deux et je me demande pourquoi. Je me demande si d’autres groupes pensent la même chose. Je n’attends pas une longue discussion là-dessus mais je crois qu’il faut le dire. Il y a des difficultés pour la participation aux SO et AC, et aux autres réunions.

OLIVIER CRÉPIN-LEBLOND : Je crois que le conseil d’administration va vous répondre deux choses. Je ne suis pas sûr qu’il faille le dire en ces termes au conseil d’administration. Vous pouvez leur demander : vous avez parlé à toutes les différentes communautés, avez-vous entendu parler de problèmes similaires ? Vous pourriez faire ça, tout à

fait. Mais si vous voulez que le conseil d’administration agisse, ce n’est pas à eux qu’il faut le dire. Ils vont vous dire merci, mais il y a un groupe sur la stratégie des réunions.

Ce n’est pas au conseil d’administration qu’il faut le demande mais au groupe qui se consacre à la stratégie des réunions. Je crois qu’il faut simplement leur demander s’ils ont entendu parler de ce problème de la part des autres communautés.

ALAN GREENBERG:

Non, je ne veux pas passer trop de temps là-dessus, mais j’aimerais leur demander s’ils ont les mêmes problèmes, parce qu’eux aussi doivent se réunir et assister à d’autres réunions. Peut-être ont-ils le même problème de chevauchements et doivent choisir entre les différentes réunions se tenant au même moment. Je crois donc qu’il faut leur demander et je crois que le conseil d’administration doit être au courant et se préoccuper de cela.

Donc, Olivier, vous voulez réagir. Ensuite, on a Sébastien et Tijani.

OLIVIER CRÉPIN-LEBLOND: J’ai parlé à des membres du conseil d’administration de manière privée et ils ont plein, plein, plein de chevauchements eux aussi, mais peut-être ne faut-il pas demander 365 ou 368

séances sur ces quelques jours de réunions ICANN. Je crois qu’il y a presque 400 réunions demandées en Inde. On passera deux mois s’il y avait une seule salle, les réunions ICANN dureraient deux mois.

SÉBASTIEN BACHOLLET : Merci. Je ne vais pas rentrer dans les détails sur la stratégie des réunions, mais pour la dernière question, peut-être peut-on la reformuler un peu : Avez-vous entendu parler de problèmes similaires de la part d’autres communautés ?

Parce que leur demander quelle est leur expérience... ils font leurs réunions de conseil d’administration, c’est ce qui les préoccupe le plus. Ils ont des interactions avec les autres communautés. Ce qui les concerne le plus, c’est le forum public, les réunions du conseil d’administration et les réunions avec les SO et AC. Maintenant, c’est sur plusieurs journées, ce n’est pas seulement le mardi donc ça facilitait un peu leur travail. Ce n’est pas vraiment un gros problème pour le conseil d’administration.

Individuellement, chaque membre a des chevauchements d’horaires évidemment, mais je crois qu’il faudrait leur demander s’ils ont entendu parler de problèmes similaires par d’autres communautés, d’autres membres, d’autres groupes, parce que le groupe Stratégie de Réunions n’a pas eu beaucoup de soutien pour la mise en œuvre. Il y a quelqu’un au conseil

d’administration qui bloque un peu tout cela. Je comprends bien qu’ils ont quand même le temps d’aller à d’autres réunions, au conseil d’administration, c’est pour cela que je soulève ce point.

ALAN GREENBERG : Tijani, dernier commentaire.

TIJANI BEN JEMAA : Je suis d’accord avec la question telle qu’elle est posée ici. En ce qui concerne la résolution du problème, on en a parlé avec Sally Costerton il y a de cela quelques minutes et elle nous a dit qu’ils ont un groupe travaillant là-dessus. Lorsqu’on lui a dit qu’on avait quelques idées, elle nous a dit de lui proposer des choses et de lui envoyer nos idées. Ça, c’est quelque chose que l’on peut régler tous ensemble.

Il y aura toujours des chevauchements d’emploi du temps. Il faut limiter au maximum ces chevauchements.

ALAN GREENBERG : Je fais partie de ce groupe et je crois que les présidents de RALOs en sont également membres. L’un des problèmes, c’est que chaque SO ou AC soumet des horaires et une fois que c’est public, c’est trop tard, on ne peut rien changer. Le processus

n’est donc pas flexible, il y a très peu de souplesse pour le moment. S’il y a trois semaines, on s’était rendu compte d’un chevauchement, il n’y avait rien qu’on puisse faire, puisqu’on ne peut pas changer ces choses. Les salles sont assignées, affectées et l’espace et le temps sont limités.

Donc, passons au point suivant, s’il vous plaît. C’est très substantiel : les attentes raisonnables.

Lorsqu’on regarde la révision At-Large, une des questions posées – on peut passer à la page suivante : Selon vous, laquelle des déclarations suivantes décrit le plus précisément le rôle joué par la communauté At-Large au sein de l’ICANN ? Il fallait choisir une seule des cinq déclarations. Vous l’avez à l’écran.

Je ne veux pas me concentrer sur le fait que ce soit une bonne ou une mauvaise question, sur la teneur de cette question et de ces déclarations, mais sur le choix proposé.

Ce sont des perceptions qui étaient, selon eux, un bon instrument de mesure de ce qu’est ou de ce que devrait être la communauté At-Large, et cela me dérange. Donc, je l’ai envoyé il y a une ou deux semaines.

« Nous sommes constitués d’ALS et de membres de RALOs qui agissent pour leurs propres intérêts. »

Les ALS sont des groupes indépendants, c’est exact. Ils existaient avant d’être recrutés par l’At-Large, qui est une petite partie de leur vie associative. Ils travaillent en fonction de leurs propres intérêts, je suis d’accord avec cette déclaration. C’est à At-Large, en tant que groupe à l’ALAC, de consolider toutes ces opinions individuelles et d’obtenir quelque chose qui représente la communauté toute entière. Cela paraît un peu négatif au départ, mais en fait, c’est assez juste.

« Nous avons des structures At-Large, des ALS et des membres RALO, qui s’engagent dans des processus de politiques ICANN au nom des utilisateurs finaux de l’Internet dans le monde entier. »

Moi, je dirais que c’est tout à fait juste. On fait de notre mieux pour travailler ces processus de développement de politiques. On pourrait faire plus mais je crois que c’est correct.

Donc pour le moment, nous avons deux déclarations qui sont exactes selon moi.

Troisième déclaration. « At-Large est l’entité au sein de l’ICANN qui permet à tous les utilisateurs finaux de l’Internet de s’engager dans les processus de développement ICANN de manière non discriminatoire et égalitaire. »

C’est ridicule, absolument ridicule. Il y a 3 milliards et demi d’utilisateurs. Comment pourraient-ils participer de manière

non-discriminatoire et sur un pied d’égalité, ces 3 milliards de personnes ? Et pourtant, 6% des personnes ont dit que oui, ils étaient d’accord avec cela.

OLIVIER CRÉPIN-LEBLOND : Je crois que ça a été mal exprimé. Ils n’auraient pas dû dire “tous les utilisateurs finaux de l’Internet”, mais c’est peut-être aussi un problème linguistique. Il y a beaucoup de Francophones.

Ils vivent en France mais ils ne sont pas francophones, me dit-on.

ALAN GREENBERG : Ils sont britanniques, mais parlent-ils bien anglais ? Je ne sais pas. Je plaisante.

Donc e ne sais pas ce que vous en pensez, mais –Sébastien ? Non ?

Donc, transparent suivant. « La communauté At-Large est composée de structures At-Large, ALS et membres RALO, qui s’engagent avec la communauté mondiale d’utilisateurs de l’Internet de manière ascendante basée sur le consensus. »

Une nouvelle fois, cela me paraît absolument impossible. Est-ce qu’ils s’engagent avec leur communauté locale, avec leurs amis,

au bar du coin ? Tout à fait, oui. Mais s’attendre à avoir un interface avec tous les utilisateurs finaux de l’internet, on n’y arrivera jamais. C’est absolument impossible, et on nous critiquera continuellement pour cela. C’est véritablement une attente.

Ensuite, déclaration suivante. « Les membres élus » – je ne sais pas exactement ce que ça veut dire - « les membres élus de l’ALAC » - je crois que ce sont les dix membres sélectionnés par les RALOs – « ont un manda pour s’exprimer dans le cadre des intérêts et au nom des utilisateurs finaux dans le cadre de développement des politiques ICANN. »

Je ne suis pas d’accord et je crois que c’est inexact de dire ça. Dans certains cas, nous allons demander si l’ALAC est d’accord. En général, cela est inexact. On agit en tant que personne, on agit au nom des utilisateurs mais on ne parle pas en leur nom, c’est différent. Beaucoup de gens ont dit qu’ils étaient d’accord avec cette déclaration, ce qui me surprend et m’inquiète un peu. Donc, je ne veux pas m’appesantir sur ces points.

Transparent suivant. Donc, quelle est la réalité ? Nous n’obtiendrons jamais un très vaste nombre de personnes très engagées dans les processus de l’ICANN ? On n’aura jamais des dizaines de milliers de personnes, on ne pourrait pas les gérer. Mais on a besoin de personnes intéressées, chevronnées, bien

au courant de la situation et qui ont du temps à nous consacrer, avec une grande diversité, des personnes de différents horizons, de différentes régions et ainsi de suite.

Donc, moi j’aimerais que les membres du conseil d’administration nous disent ce qui est raisonnable, selon eux, parce que je ne veux pas qu’on soit jugés à l’aulne de ces déclarations. Je veux que notre travail soit considéré comme valide. Je ne sais pas pourquoi on ne s’est pas posé ces questions il y a 10 ans, mais je crois qu’il est temps de le faire, de poser des questions au conseil d’administration pour que l’At-Large soit absolument efficace. Il faut savoir comment nous sommes mesurés, quels sont les instruments de mesure par lesquels nous serons jugés.

TIJANI BEN JEMAA :

Merci, Alan. Je crois que la deuxième déclaration n’est pas exacte non plus, parce que ça dit que nous agissons au nom des utilisateurs finaux. On n’a pas de mandat, on n’a pas le droit de s’exprimer ou d’agir en leur nom. Nous sommes une communauté mais on n’agit pas au nom de tous les utilisateurs finaux de l’Internet, ça c’est inexact.

ALAN GREENBERG :

Très bien dit, Tijani. Je suis tout à fait d’accord.

ALBERTO SOTO : Je suis d’accord avec Tijani, mais je pense qu’on en a déjà parlé, cela pose un problème juridique. Nous ne sommes pas les représentants des utilisateurs finaux. Nous défendons les intérêts des utilisateurs finaux.

Avec ce concept, avec cette idée, nous voyons que cela change beaucoup les questions posées. Est-ce que l’on peut définir les intérêts des utilisateurs finaux ? Si on peut en avoir 50 ou 100 000, si on peut atteindre 100 000 personnes lors de nos conférences téléphoniques, je ne sais pas si on peut avoir une vidéo vue par de nombreuses personnes. Moi, je crois qu’on peut représenter les intérêts de ces utilisateurs finaux, parce qu’on collecte des informations par l’intermédiaire des ALS et d’utilisateurs individuels qui nous apportent leur point de vue. Ce retour suffit donc pour dire que nous représentons les intérêts des utilisateurs finaux.

ALAN GREENBERG : Quelqu’un d’autre ? Javier et Andrei.

JAVIER RUA-JOVET: Nous avons vu à l’écran, dans les textes utilisés, la notion que nous représentons les intérêts des utilisateurs finaux qui s’intéressent aux processus ICANN.

Est-ce qu’il est dit dans les textes statutaires ce que cela signifie ? Parce que ça, c’est une porte si largement ouverte qu’on a l’impression qu’on est représentant de l’univers. Non. « Intéressés par les processus de l’ICANN », c’est très subjectif, mais est-ce vraiment dans les textes juridiques et statutaires ?

ALAN GREENBERG:

Je ne crois qu’il y ait de textes statutaires. Je suis sérieux. Ce n’est pas dit, mais c’est en effet là où peuvent se retrouver les utilisateurs de l’Internet. De temps en temps, quelqu’un arrive à l’ICANN, n’y connaissant rien, et parle beaucoup, et nous dit comment travailler, comment agir. Je ne crois pas que ces personnes contribuent de manière efficace aux processus.

Ceux qui contribuent efficacement doivent passer beaucoup de temps à comprendre le fonctionnement de l’ICANN avant de pouvoir être vraiment intéressants dans leurs propositions, donc il faut investir beaucoup de temps.

Andrei.

ANDREI KOLESNIKOV:

Je reviens à ce qui a été dit. Le « nous ». On utilise le terme « nous », ce terme est très difficile à utiliser. Qu’est-ce que cela veut dire ? Moi, j’ai été sélectionné par le NomCom et ces personnes choisissent les membres de l’ALAC et ils prennent en

compte pour cela des critères de base pour ceux qui vont siéger à l’ALAC.

Moi, j’ai représenté les intérêts de la communauté technique. Les adresses IP, les protocoles, etc., ça dépasse la Russie, ça va plus loin que cela, les pays limitrophes. Nous travaillons avec les ingénieurs informatiques de plusieurs autres pays, et je n’ai aucun doute sur le fait que le NomCom fait un bon travail pour choisir les bonnes personnes.

J’espère donc que nous tous, en tant que groupe, nous représentons les intérêts de milliers et de milliers de personnes qui s’intéressent au travail de l’ICANN et qui sont des utilisateurs de l’Internet.

C’est le critère le plus important, selon moi. Permettre une représentation des utilisateurs finaux, pas seulement des intérêts commerciaux, des personnes qui enregistrent des noms de domaine, des titulaires de noms de domaine qui travaillent avec les bureaux d’enregistrement. Je crois que nous représentons leurs intérêts, mais je ne sais pas si on va très loin, si c’est si large que cela, ni jusqu’où on veut aller. Ce sont les questions.

ALAN GREENBERG : Je crois que ce qu’on peut faire au mieux, c’est d’avoir des gens qui se préoccupent des questions posées par l’Internet d’horizons très différents, des gens compétents qui savent de quoi ils ou elles parlent. On ne peut pas travailler avec des millions, des dizaines de millions de personnes directement. C’est peut-être un grand rêve mais ce n’est pas une réalité.

EVIN ERDOĞDU: Nous avons une question à distance, d’Abdeldjalil Bachar Bong : Quelles sont les différences entre l’ALAC représentant les intérêts des utilisateurs finaux de l’Internet et la défense des utilisateurs finaux ? Est-ce que l’ALAC serait là où tout cela converge, où se retrouvent les utilisateurs finaux de l’Internet dans le monde ?

ALAN GREENBERG: Représenter les intérêts ou les défendre, c’est une nuance. Il n’y a pas de différence énorme entre ces deux points. Sommes-nous le foyer, là où les utilisateurs finaux d’Internet se retrouvent ? Je ne sais pas si on peut dire cela parce qu’on est vraiment le foyer des gens qui veulent participer activement. On est un groupe, on n’est pas un club. On est un groupe de travail, dirais-je.

Tijani, puis Alberto.

TIJANI BEN JEMAA: Je crois que la question, c’est entre représenter les intérêts des utilisateurs finaux et les défendre, c’est la question de Bachar, et je comprends qu’il y ait une différence à ce niveau. J’ai oublié ce que je voulais dire.

ALAN GREENBERG: Je n’utilise pas le terme « défendre », personnellement.

ALBERTO SOTO : Je crois qu’on peut dire que pour représenter, il faut un mandat, pour défendre aussi, il faut un mandat. Je crois que les termes sont clairs. Si l’on disait « représenter les utilisateurs finaux », mais représenter les intérêts n’inclut pas de conflits. En plus, quand on représente les intérêts de quelqu’un, on représente les intérêts de ceux qui ne sont pas connectés, parce que nous prenons l’intérêt de ceux qui ne sont pas connectés pour qu’ils puissent se connecter. Ils n’interviennent pas encore, mais nous essayons de les inclure quand même.

ALAN GREENBERG : Je crois que c’est exactement de cela que nous devons parler. Nous devons parler de ceux qui ne peuvent pas représenter leurs propres intérêts dans ce forum parce qu’ils ne sont pas connectés, ils ne comprennent pas certains problèmes et ne

sont pas non plus en mesure d’interagir dans ce forum, donc quelqu’un doit le faire à leur place.

Satish, allez-y.

SATISH BABU :

Merci. Le problème du mandat dont on vient de parler. Qui nous a donné ce mandat ? Est-ce que nous sommes auto-mandatés ? Y-a-t-il eu un transfert explicite de mandat ? Cela est important mais tous les utilisateurs finaux sont auto-mandatés. Il n’y a pas de règles de représentation qu’une communauté nous donnerait.

Je ne vois pas difficultés à me sentir auto-mandaté dans ce sens-là. Nous sommes divers, nous sommes nombreux, et cela implique comme résultat de cette diversité que nous allions connecter cette multitude de gens. Nous sommes capables de comprendre leurs avis, nous sommes auto-mandatés mais nous sommes capables de représenter leurs intérêts.

ALAN GREENBERG :

Sébastien, allez-y.

SÉBASTIEN BACHOLLET:

Je pense que l’un de nos problèmes, c’est que même les statuts se trompent et c’est important de modifier les statuts parce que

l’ALAC, et l’At-Large surtout, est le centre des utilisateurs finaux. Nous devons définir ce que nous sommes. Nous savons ce que nous sommes lorsque l’on parle d’At-Large. Nous sommes 15 personnes mais notre organisation est beaucoup plus que ces 15 personnes. Ces 15 personnes sont en haut de la pyramide, si l’on peut dire, et nous organisons le bas de la pyramide à travers les ALS.

Le fait que les statuts se trompent en ce sens-là provoque de graves problèmes de compréhension de ce que nous sommes. Je voudrais lancer un concours pour essayer de trouver les bons mots pour parler de cette pyramide, peut-être que les gens auront de meilleures idées. Mais nous devons commencer par modifier les statuts.

ALAN GREENBERG :

Merci, Sébastien.

Je voudrais vous dire aussi qu’il faut regarder les statuts et les MOU, tout cela n’a rien à voir avec ce que nous faisons vraiment. C’est ce que les gens pensaient que nous allions faire lorsque cela a été rédigé, mais on a besoin de revoir tout ça. C’est nécessaire.

Si cela peut vous reconforter ou peut vous rassurer, certains d’entre vous ont peut-être vu Marilyn Cade lors du forum

d’ouverture. Elle est là depuis longtemps et je crois que je l’ai entendue dire au moins une centaine de fois au cours des 10 dernières années, je l’ai entendue essayer d’expliquer la différence entre le conseil de la GNSO et la GNSO et les gens ne le comprennent pas. C’est la même chose ici, c’est le même type de problème.

Donc, oui, je pense que changer le nom peut changer les choses mais le problème restera le même malgré tout.

Nous avons Tijani qui demande la parole. Tijani, allez-y.

TIJANI BEN JEMAA :

Merci. La GNSO est une organisation de soutien, une structure au sein de l’ICANN. At-Large n’est pas une structure au sein de l’ICANN. Nous n’avons pas de structure appelée At-Large, c’est un comité consultatif. Le comité consultatif est une structure. C’est pour ça que, dans les statuts, ils ne peuvent pas dire que l’At-Large est le centre ICANN pour les utilisateurs finaux. La seule structure où l’on a les utilisateurs finaux, c’est l’ALAC.

La différence entre la GNSO et le conseil de la GNSO, ce n’est pas la même différence que celle existant entre l’At-Large et ALAC.

ALAN GREENBERG: Tijaji, ce n’est pas la même chose, mais on pourrait dire, quand même, que nous sommes le centre, le foyer des utilisateurs finaux.

Bien, nous arrivons à la fin de notre séance. Je vous remercie. Nous avons une pause de 15 minutes puis nous nous réunirons à nouveau pour la séance suivante.

Nous n’avons pas fini. Ah, excusez-moi, j’ai oublié quelque chose. J’ai honte de vous le dire, mais c’était une présentation destinée au GAC et au conseil et on a parlé que du conseil.

Donc nous reprenons dans 15 minutes, et s’il vous plaît, ne soyez pas en retard et nous parlerons davantage du GAC.

[FIN DE LA TRANSCRIPTION]